

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : ASA 37/025/2008 – ÉFAI
23 juin 2008

Action complémentaire sur l'AU 88/08 (ASA 37/016/2008, 4 avril 2008) et sa mise à jour (ASA 37/019/2008, 15 mai 2008) – Détention arbitraire / Torture

SRI LANKA

Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam (h), journaliste

Selon des sources proches du journaliste Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam, son maintien en détention a été prolongé de trois mois le 7 juin. Malgré une demande du juge chargé de son dossier, le Service d'enquête sur le terrorisme (TID) ne l'a pas présenté au tribunal afin qu'il en soit informé. Il demeure détenu sans inculpation par le TID à Colombo et risque d'être de nouveau torturé.

Le 19 mars, Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam a formé un recours en vertu des règles protégeant les droits fondamentaux devant la Cour suprême, aux motifs qu'il avait été torturé, qu'il n'avait pas bénéficié d'une égale protection par la loi et qu'il avait subi des discriminations en raison de son origine ethnique.

Il n'a pas encore obtenu les lunettes qu'un ophtalmologue lui a prescrites le 9 mai afin d'éviter une dégradation de son acuité visuelle, ni rencontré un spécialiste pour déterminer si l'état de ses yeux a évolué depuis cette date. Il risque de perdre la vue s'il ne reçoit pas ce traitement.

Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam n'a été autorisé à consulter son avocat que deux fois depuis son placement en détention, il y a maintenant plus de trois mois. Lors de ces deux visites, un agent du TID était présent.

Son maintien en détention a été prolongé par le ministère de la Défense en vertu des règlements d'exception, aux termes desquels il pourrait être détenu jusqu'à douze mois sans inculpation. Ce type de détention, de toute évidence arbitraire, constitue une violation de l'article 9-1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, auquel Sri Lanka est partie. Les règlements d'exception, édictés par le président de la République, établissent des infractions relatives au « terrorisme » définies en termes vagues et dont le champ d'application est vaste. Celles-ci sont notamment invoquées afin de faire taire les journalistes critiques et violent d'une manière générale le droit à la liberté d'expression à Sri Lanka.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Un certain nombre de professionnels des médias ont récemment été la cible d'attaques et d'autres violations des droits humains qui relèvent d'une pratique bien établie, évoquée dans le rapport d'Amnesty International intitulé *Sri Lanka: Silencing Dissent* (index AI : ASA 37/001/2008, 7 février 2008). Des journalistes et d'autres personnes travaillant dans les médias ont déjà été détenus de manière prolongée sans avoir été inculpé. Le 21 novembre 2006, Parameshwari Munusamy, une journaliste tamoule écrivant pour le journal cingalais *Mawbima*, a été arrêtée par des membres de la Force d'intervention spéciale et placée en détention au siège du Service d'enquête sur le terrorisme (TID), au titre des règlements d'exception, parce qu'elle était soupçonnée d'entretenir des liens avec les Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul (LTTE). Elle n'a pas été informée des motifs de son arrestation et a été maintenue en détention sans inculpation pendant quatre mois, avant d'être libérée le 22 mars 2007. Depuis le 6 mars 2008, un certain nombre de professionnels des médias ont été attaqués ou arrêtés arbitrairement, dont Gayan Lasantha Ranga, Udayen et Kithsiri Wijesinghe, qui rédigent tous des articles pour le site Internet www.outreachsl.com. Ces trois personnes ont été détenues par le TID sans inculpation pendant plusieurs jours et auraient été libérées le 18 mars. Le rédacteur en chef adjoint du journal *The Nation*, Keith Noyahr, a été enlevé et agressé physiquement le 22 mai. Selon l'organisation sri-lankaise Free Media Movement (FMM, Mouvement des

médias libres), on pense que cet homme a été pris pour cible parce qu'il a publié des informations et des analyses relatives au conflit qui oppose les forces gouvernementales aux LTTE dans le nord du pays.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à veiller à ce que Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam ne soit ni torturé, ni soumis à d'autres formes de mauvais traitements, et qu'il lui soit permis sans restriction de recevoir la visite de ses proches, de consulter un avocat de son choix, d'être présenté devant un tribunal indépendant et de recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin ;
- faites part de l'inquiétude que vous inspire sa détention sans inculpation par le Service d'enquête sur le terrorisme (TID) à Colombo ;
- priez instamment les autorités de libérer Jayaprakash Sittampalam Tissainayagam immédiatement et sans condition, à moins qu'il ne soit inculpé d'une infraction dûment reconnue par la loi et renvoyé devant un tribunal indépendant.

APPELS À :

Président de la République :

His Excellency the President Mahinda Rajapaksa
Presidential Secretariat
Colombo 1
Sri Lanka

Fax : +94 11 2446657

Formule d'appel : *Your Excellency, / Monsieur le Président,*

Ministre de la Justice :

Hon. Amarasiri Dodangoda
Minister of Justice and Law Reforms
Ministry of Justice and Law Reforms
Superior Courts Complex,
Colombo 12
Sri Lanka

Fax : +94 11 2445447

Formule d'appel : *Dear Minister, / Monsieur le Ministre,*

COPIES aux représentants diplomatiques de Sri Lanka dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 4 AOÛT 2008, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.